DCAF 25 ANS

Rapport Annuel 2024

PLACER LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ AU CENTRE DES DISCUSSIONS

MERCI

Au moment où vous lisez ces lignes, nous célébrons notre 25ème anniversaire et les accomplissements réalisés au fil de ces années grâce à nos partenaires et généreux donateurs.

Nous vous remercions sincèrement de votre confiance, de votre soutien et d'avoir contribué à écrire l'histoire du DCAF.

Table des matières

Avant-propos 3

Célébration de nos 25 ans 5

Stratégie 2025-2030 6

Zoom Créer de la confiance entre les communautés locales et les services de police 7

Rechercher 8

Temps forts / ressources 9
Moments clés 11

Zoom Rôle de l'identité juridique dans l'accès à la sécurité et à la justice 13

Mettre en œuvre 14

Temps forts / ressources 15
Moments clés 18

Zoom Placer les besoins de la population au cœur de la sécurité dans le Territoire palestinien occupé 20

Influencer 21

Temps forts / ressources 22
Moments clés 24

Zoom L'importance de la bonne gouvernance en temps de guerre 27

Mécanismes de financement flexibles 28

Focus Promouvoir l'égalité des genres dans les forces armées sénégalaises 30

Notre culture 31

Nos bureaux 32

Le Conseil de fondation 34

Avant-propos

2024 a été marquée par une intensification des défis mondiaux, mettant à rude épreuve la résilience et la légitimité des institutions de sécurité à travers le monde. Depuis plusieurs années, le paysage de la sécurité internationale est en pleine transformation. La résurgence des conflits interétatiques, y compris en Europe, les attaques contre le multilatéralisme, la montée des rivalités entre grandes puissances, ainsi que l'évolution rapide des menaces numériques, le changement climatique et les déplacements forcés redéfinissent les priorités des États et des institutions internationales. En réponse, le secteur de la sécurité a présenté une accélération des dépenses sécuritaires, générant des risques accrus de défaillances en matière de gouvernance, de dépassement des capacités institutionnelles et de violations des droits humains. L'année écoulée a une fois de plus démontré que la gouvernance du secteur de la sécurité ne peut être reléguée au second plan : elle doit constituer un pilier central du développement durable et des efforts de paix.

Dans ce paysage mondial de plus en plus instable, la mission du DCAF n'a jamais été aussi pertinente. Notre engagement en faveur d'une gouvernance du secteur de la sécurité qui soit efficace, transparente, inclusive et responsable demeure fondamental. Cet engagement continue de guider notre action, y compris dans des environnements parmi les plus complexes. En 2024, notre travail dans des contextes fortement affectés par les conflits, tels que l'Ukraine ou le Territoire palestinien occupé, a illustré la nécessité de concilier la réponse aux menaces immédiates avec l'exigence de bâtir des institutions de sécurité fondées sur la légitimité, la légalité et la redevabilité. Dans ces contextes, la combinaison d'un engagement à long terme et d'une agilité opérationnelle s'avère indispensable pour renforcer le secteur de la sécurité, favoriser la participation citoyenne et appuyer les mécanismes de contrôle démocratique.

Au cours de l'année écoulée, deux contextes se sont révélés particulièrement emblématiques du rôle central du secteur de la sécurité et de notre engagement à saisir les occasions de réforme qui se présentent. Au Bangladesh, l'année a été marquée par un regain d'intérêt pour les relations civilo-militaires, tandis qu'en Syrie, la transition politique s'est accompagnée de nombreux défis comme d'opportunités affectant la stabilité de la région et la sécurité des populations.

La bonne gouvernance du secteur de la sécurité peut jouer un rôle stabilisateur essentiel, en garantissant que les institutions de sécurité agissent de manière transparente, responsable et conforme à l'État de droit. Là où les forces de police et les forces armées ont longtemps été perçues comme corrompues, politisées ou répressives, une gouvernance efficace peut progressivement inverser ces perceptions et contribuer à restaurer la confiance de la population. Cela revêt une importance particulière en période de transition, lorsque le pouvoir politique est instable ou contesté et que le risque de violence est accru.

Ces situations, comme beaucoup d'autres que vous pouvez découvrir dans notre rapport annuel, soulignent l'importance d'un engagement adapté à chaque contexte. En prenant du recul sur nos activités de 2024 - que ce soit dans des contextes de fragilité ou de criminalité accrues, dans des pays touchés par un conflit ou dans des démocraties stables - nous sommes convaincus que la bonne gouvernance du secteur de la sécurité contribue à la prévention des conflits, renforce la cohésion sociale et conduit à une paix et un développement durables et à la dignité humaine pour tous.

Au moment où vous lisez ces lignes, le DCAF franchit deux étapes importantes : notre 25ème anniversaire et le lancement de notre stratégie 2025-2030. Notre organisation s'est constamment adaptée pour faire face aux changements radicaux que le monde subit depuis les années 2000. Notre nouvelle stratégie propose des priorités thématiques et géographiques qui s'appuient sur notre connaissance approfondie des environnements dans lesquels nous opérons et sur les principes du DCAF qui promeuvent les droits humains, l'égalité des genres et l'appropriation nationale. Elle s'appuie sur les enseignements que nous avons tirés et tient compte des contributions que nous continuerons à apporter à une vision à long terme, en collaboration avec nos partenaires.

Enfin, je tiens à exprimer ma gratitude pour la confiance et la collaboration que nous accordent toutes les personnes avec lesquelles nous travaillons dans le monde, ainsi qu'à nos donateurs et aux membres de notre Conseil de fondation, en particulier la Suisse, pour leur soutien indéfectible. Je tiens également à remercier les membres de l'équipe du DCAF à Genève et nos 15 bureaux nationaux en Afrique, en Europe et au Moyen-Orient, qui rendent ce travail possible. Ensemble, nous nous efforçons de placer la gouvernance de la sécurité au cœur des discussions et de continuer à plaider en faveur d'institutions de sécurité au service des personnes - et non du pouvoir. La voie à suivre est peut-être incertaine, mais notre objectif reste clair et notre engagement inébranlable.

Ambassadrice Nathalie Chuard
Directrice

Photo : DCAF

Le DCAF célèbre 25 ans de progrès dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité

Photo : DCAF

Le Président de la Confédération suisse, Adolf Ogi, et le Directeur fondateur du DCAF, Dr. Theodor Winkler, ont signé notre Acte fondateur à Genève en 2000.

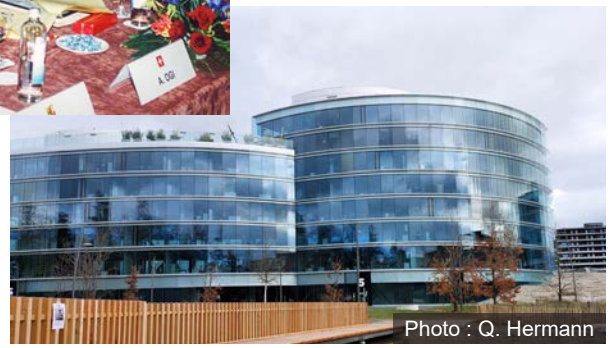
Photo : Q. Hermann

La Maison de la Paix
Genève, Suisse

« Le DCAF a réalisé une réforme inimaginable que la plupart pensaient impossible dans le secteur du renseignement, dans un État où il y avait une telle concentration de pouvoir au sein d'une seule institution. C'était mission impossible, mais aujourd'hui c'est possible. »

Participant
Atelier de renforcement des capacités des OSC/médias
Macédoine du Nord

Depuis sa création en 2000, le DCAF œuvre à renforcer la sécurité des personnes et des États en accompagnant des réformes du secteur de la sécurité menées par les pays eux-mêmes. Ces réformes sont inclusives, participatives et fondées sur les normes internationales et les bonnes pratiques reconnues.

Notre action s'étend à l'échelle mondiale et repose sur des partenariats solides avec une diversité d'acteurs du secteur de la sécurité : institutions de sécurité, gouvernements, parlementaires, société civile, organisations internationales et médias. Tous jouent un rôle essentiel pour garantir la transparence, l'efficacité et la redevabilité des secteurs de la sécurité.

L'ensemble de notre travail repose sur des principes fondamentaux : l'impartialité, l'appropriation nationale, la participation inclusive et l'égalité des genres. Ces valeurs sont notre socle. Elles nous permettent de gagner la confiance d'acteurs étatiques et non étatiques, et de les accompagner dans des processus de réforme souvent longs et complexes.

Alors que nous mesurons le chemin parcouru au cours des 25 dernières années, nous gardons les yeux tournés vers l'avenir. Dans un contexte mondial en pleine mutation — marqué par des bouleversements géopolitiques, des remises en question du multilatéralisme et des fondements mêmes de la démocratie — nous poursuivons notre engagement à apprendre, innover et adapter notre approche. Notre ambition : maintenir la gouvernance de la sécurité au cœur des débats, pour contribuer à une paix et un développement durables.

Nous exprimons toute notre reconnaissance à notre personnel, à nos partenaires et à nos donateurs, qui ont rendu ce parcours possible.

En savoir plus sur notre histoire :

Stratégie 2025-2030

Depuis 25 ans, en soutenant des réformes et initiatives de bonne gouvernance dans plus de 60 pays, nous avons constaté qu'un secteur de la sécurité gouverné démocratiquement est essentiel à des sociétés justes, pacifiques et inclusives — une évidence encore plus marquée dans le contexte actuel d'instabilité mondiale.

Notre dernière stratégie 2020–2024 a souligné l'importance de mieux comprendre les besoins de sécurité et de justice des individus et des communautés, en privilégiant des approches participatives, inclusives et équitables. Elle a également renforcé notre volonté de développer des partenariats solides, tant avec les acteurs étatiques et non étatiques qu'avec les institutions bilatérales et multilatérales.

Une grande partie de notre action se déroule dans des contextes marqués par les conflits et la violence – au Burkina Faso, au Liban, en Libye, au Mali, au Niger, dans le Territoire palestinien occupé, en Somalie ou encore au Yémen. Dans un monde où la logique sécuritaire se renforce et où une part croissante de la population vit dans la fragilité, les approches traditionnelles de la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) doivent évoluer pour rester pertinentes et centrées en priorité sur les personnes.

Au cours des cinq prochaines années, nous accorderons une attention particulière aux défis spécifiques de la réforme du secteur de la sécurité dans les contextes fragiles. Nous adopterons une approche résolument axée sur les personnes, en identifiant les leviers d'action permettant de maximiser les efforts communs et de démontrer la valeur ajoutée de la GSS comme outil de résolution des problèmes et de prévention à court terme.

Nous renforcerons également notre engagement auprès des acteurs du secteur de la sécurité pour promouvoir l'égalité des genres et intégrer des approches intersectionnelles capables de lutter contre toutes les formes de discrimination et d'injustice.

Par notre travail opérationnel, de conseil et de recherche, nous sommes déterminés à influencer les acteurs bilatéraux et multilatéraux et renforcer l'engagement en faveur de la GSS sur la scène mondiale.

Notre engagement stratégique en faveur de l'apprentissage

Dans cette optique, nous créerons un nouveau pôle dédié à l'apprentissage, au suivi et à l'évaluation, pour favoriser l'émergence de communautés de pratique. Nous chercherons également à nouer de nouveaux partenariats avec d'autres organisations pour partager nos connaissances et améliorer continuellement nos politiques et programmes.

NOS OBJECTIFS POUR 2025-2030

Renforcer les capacités des partenaires nationaux à promouvoir une gouvernance démocratique du secteur de la sécurité, fondée sur des normes et des bonnes pratiques internationales et à élaborer des réponses efficaces aux nouveaux défis sécuritaires qui placent la bonne gouvernance au cœur des préoccupations.

Identifier et exploiter des points d'entrée innovants et sûrs pour faire progresser la bonne GSS dans des contextes extrêmement défavorables, tels que ceux marqués par un recul démocratique important, une violence massive contre les civils et un conflit armé ouvert.

Collaborer étroitement avec les acteurs du secteur de la sécurité afin de promouvoir l'égalité des genres et les approches intersectionnelles dans la lutte contre la discrimination et l'injustice par l'intermédiaire de la GSS/R.

Mobiliser et influencer les acteurs bilatéraux et multilatéraux afin qu'ils renforcent leur engagement en faveur de la GSS/R.

Nous vous invitons à prendre quelques instants pour consulter l'intégralité de notre stratégie 2025-2030.

Notre vision est celle d'un monde dans lequel les secteurs de la sécurité gouvernés démocratiquement répondent aux besoins de toutes les personnes sans discrimination et contribuent à des sociétés justes, pacifiques et inclusives.

CRÉER DE LA CONFIANCE ENTRE LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES SERVICES DE POLICE

ZOOM

Photo : PNH

Depuis 2018, avec le soutien financier de la Suisse, le DCAF soutient la police nationale hondurienne (PNH) dans la transformation et la modernisation de ses services, en s'appuyant sur les normes internationales en matière de maintien de l'ordre. Face aux critiques passées concernant un recours excessif à la force, le DCAF a aidé la PNH à mettre à jour son modèle de police de proximité et à élaborer un nouveau manuel sur l'usage de la force. Ce manuel a été intégré à la législation nationale ainsi qu'au programme de formation de base de la police.

Ces mesures ont permis de donner aux policiers des directives comportementales claires et ont amélioré la confiance du public. La PNH a mené des enquêtes auprès des communautés pour mesurer l'impact de ces réformes. En 2024, les résultats montraient déjà une réduction des observations de mauvais traitements physiques par la police et une augmentation notable de la confiance des citoyens quant à l'action de la police.

« Grâce au DCAF, nous avons amélioré nos processus internes afin de mieux répondre aux citoyens », a déclaré Silvia Marcela Amaya Escoto, Directrice exécutive des Affaires interdisciplinaires de la PNH. « En parallèle, nous avons amélioré notre communication externe afin que les citoyens comprennent mieux notre travail et puissent signaler plus facilement les mauvaises pratiques policières. » Des études montrent que l'obligation de rendre compte renforce la confiance du public envers la police et peut ainsi contribuer à réduire la criminalité ainsi que les risques de récidive.

> « Nous sommes reconnaissants de l'accompagnement fourni par le DCAF ainsi que de son engagement envers les agences de sécurité honduriennes, contribuant ainsi tant à l'efficacité de leur action qu'au renforcement de la confiance des citoyens. »
>
> **Directrice**
> Direction des Affaires disciplinaires de la police

Le DCAF a également soutenu la PNH dans ses efforts pour devenir une institution plus égalitaire, grâce notamment à une auto-évaluation de l'égalité des genres et l'élaboration de sa toute première politique en la matière. Celle-ci s'est accompagnée de la création d'un diplôme sur l'égalité des genres à l'université de la police et par des campagnes publiques de sensibilisation organisées chaque année lors de la Journée internationale des droits des femmes, afin de promouvoir l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Ces efforts envoient un signal fort au public et aux policiers eux-mêmes. L'un des résultats est un changement dans la perception de la part des femmes qui voient la police comme un employeur désormais possible. Bien que les femmes ne représentent que 25 % des agents de la police nationale en 2024, plus de 60 % des nouvelles recrues entrant à l'Académie de police sont des femmes, signe prometteur que les efforts déployés pour être plus inclusifs sont couronnés de succès.

Le programme du DCAF au Honduras s'est achevé en 2024, mais son impact continuera à se faire sentir grâce à la confiance créée avec le public, une plus grande responsabilité et la mise en place de l'égalité des genres en tant que piliers centraux du plan stratégique 2025 - 2030 de la PNH.

RECHERCHER

Le DCAF relie politiques et pratiques nationales et internationales à travers des recherches rigoureuses et des analyses comparatives, nourries par une expérience opérationnelle acquise dans plus de 60 pays. Groupe de réflexion de renommée mondiale, reconnu pour son esprit d'innovation, le DCAF a joué un rôle de pionnier dans l'élaboration et l'évolution des concepts et principes fondamentaux de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité.

Notre stratégie 2025–2030 accorde une attention particulière aux nouveaux défis sécuritaires, notamment le changement climatique, la cybersécurité, l'intelligence artificielle et la désinformation. Chaque année, nous produisons plusieurs dizaines de rapports, d'études de cas et d'analyses fondées sur des données probantes, combinant les fondements théoriques de la GSS avec les leçons tirées de la mise en œuvre concrète de réformes dans des contextes variés.

Nous proposons également des formations sur l'ensemble des thématiques liées à la gouvernance et à la réforme du secteur de la sécurité. Celles-ci sont conçues pour répondre aux besoins spécifiques des institutions de sécurité, des législateurs, de la société civile, des États donateurs et des institutions multilatérales à travers le monde.

Photo : Nicolas Réméné

« Les implications sécuritaires du changement climatique menaceront la stabilité et la sécurité de nombreuses nations. Comme le montre très justement la note d'orientation préparée par l'Unité en charge de la RSS des Nations Unies, le secteur de la sécurité jouera un rôle essentiel dans la réponse à la menace posée par le changement climatique. Il est temps que le secteur de la sécurité se prépare à jouer ce rôle. »

Major général (à la retraite) Muniruzzaman
Président de l'Institut d'études sur la paix et la sécurité du Bangladesh

TEMPS FORTS

OPTIMISER LA GESTION DES RESSOURCES EN SOMALIE

Dans le cadre de l'élaboration du plan de réforme du secteur de la sécurité de la Somalie sur six ans, le DCAF a mené une analyse d'accessibilité financière visant à éclairer les décideurs sur les implications budgétaires des réformes envisagées. En 2024, cette expertise a permis au DCAF d'être sollicité pour accompagner quatre des cinq États membres fédéraux dans la définition de leurs stratégies locales de sécurité ainsi que dans la préparation de leurs plans de mise en œuvre. Dans ce contexte, nous avons développé un nouvel outil de simulation de politique budgétaire, capable de collecter et d'exploiter des données brutes sur les recettes et les dépenses. Il permet de générer des simulations fondées sur des données concrètes, afin d'évaluer les résultats attendus, les risques potentiels, la viabilité financière et la durabilité de divers scénarios de réforme. La qualité des données recueillies s'est révélée déterminante pour la pertinence des solutions proposées. Les autorités de l'État de Galmudug, situé au centre de la Somalie, ont signalé qu'elles utilisaient déjà activement cet outil pour tester différents scénarios dans le cadre de l'élaboration de leur stratégie de sécurité locale.

PROTÉGER LES DROITS FONDAMENTAUX DES CONSCRITS

En vertu du droit international des droits humains, les conscrits bénéficient des mêmes droits fondamentaux que tout citoyen, notamment la protection contre le travail forcé et les mauvais traitements. En 2024, le DCAF a mené un ensemble coordonné d'activités – recherche, enquêtes, observation directe – afin de stimuler le dialogue national et régional sur les droits humains dans les forces armées, en Europe et en Asie centrale. En Géorgie, nous avons dispensé des formations aux droits humains à l'intention des commandants et du personnel d'une nouvelle agence de recrutement, créée dans le cadre du nouveau Code de la défense. Au Kirghizistan, nous avons formé des officiers militaires et lancé une campagne de sensibilisation sur les droits des conscrits et les mécanismes internes de dépôt de plainte au sein des bases militaires. En collaboration avec le Centre national de la République kirghize pour la prévention de la torture, nous avons également élaboré des protocoles de sécurité interne visant à protéger le personnel engagé dans la prévention des traitements inhumains à l'égard des troupes.

PUBLICATION

La justice militaire : Une étude comparative du contrôle parlementaire dans les pays euro-atlantiques

PUBLICATION

Prise en compte des traumatismes en tant qu'élément manquant dans la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité

FORMATION EN LIGNE

Gouvernance et réforme du secteur de l'environnement et de la sécurité

RENFORCER LA GOUVERNANCE DU RENSEIGNEMENT EN MOLDAVIE

En Moldavie, le DCAF soutient les réformes du secteur de la sécurité et promeut l'inclusion des organisations de la société civile dans les débats sur les politiques de sécurité. Cet engagement a contribué, en 2024, à la révision complète de la législation encadrant les pouvoirs et les fonctions des services de renseignement. Tout au long du processus législatif, le DCAF a mis son expertise à disposition, notamment dans le cadre d'une série d'auditions consacrées à l'élaboration de deux nouvelles lois visant à renforcer le contrôle parlementaire et judiciaire. Les conseils du DCAF ont permis d'intégrer des avancements majeurs aux lois, comme l'imposition de limites plus strictes aux pouvoirs des services de renseignement et un encadrement renforcé de leur accès aux bases de données.

SOUTENIR LES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ FACE À LA CRISE CLIMATIQUE

Les institutions chargées de la sécurité se retrouvent en première ligne pour répondre aux catastrophes naturelles et aux conflits liés à la crise climatique. Cependant, dans de nombreux pays, elles ne disposent pas encore des capacités nécessaires pour relever pleinement ce défi. En réponse à ce besoin, les Nations Unies ont sollicité le DCAF pour les aider à créer leur tout premier module d'orientation sur la RSS et le changement climatique. Conçu pour les décideurs et les praticiens, ce module détaille comment les secteurs de la sécurité nationale peuvent atténuer la crise climatique, s'y adapter et y répondre, tout en remplissant les obligations juridiques et morales de leur gouvernement en vertu du droit international du climat. Le DCAF a contribué au lancement du module lors d'un panel de haut niveau à la COP29 à Bakou, marquant une avancée importante pour inclure ce volet souvent sous-estimé de la crise climatique. Ce module s'inscrit dans le cadre du projet 'Crossroads' des Nations Unies, qui offre des outils pratiques sur la GSS/R. Par ailleurs, le DCAF collabore étroitement avec les Nations Unies au développement de seize autres modules, abordant notamment des thématiques telles que l'égalité des genres et la planification de la sécurité nationale.

AMÉLIORER LA CONNAISSANCE DE LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ (GSS) AU SEIN DE L'OSCE

Il y a dix ans, la modélisation réalisée par le DCAF pour l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a permis l'élaboration d'une approche plus cohérente et plus efficace pour soutenir les processus de réforme nationale du secteur de la sécurité. En 2024, le DCAF a conseillé l'OSCE lors de l'élaboration d'un exercice permettant d'évaluer les progrès accomplis au terme de ces dix dernières années. Par ailleurs, notre partenariat stratégique de longue date avec l'OSCE a conduit à l'élaboration de la première série de lignes directrices internes sur la GSS et à l'examen de leur mise en œuvre lors de l'atelier annuel rassemblant les points focaux GSS/R au sein de l'OSCE.

FICHE D'INFORMATION RSS

L'Agenda Jeunes, Paix et Sécurité

PUBLICATION

Relever les nouveaux défis liés à la GSS/R posés par les entreprises militaires et de sécurité privées

MOMENTS CLÉS

Photo : DCAF

ANALYSER LA GOUVERNANCE DE LA SÉCURITÉ MARITIME DANS LE GOLFE DE GUINÉE

Le Golfe de Guinée a été un point clé de la piraterie maritime ces dernières années. Le DCAF a rencontré un grand nombre de parties prenantes au Nigeria et en Côte d'Ivoire, y compris des groupes communautaires locaux tels que l'Union des coopératives de femmes du secteur de la pêche, afin d'apprendre comment la piraterie affecte leur vie et leurs moyens de subsistance. Cela a permis d'informer les discussions entre les États membres de l'Union africaine, la CEDEAO et les partenaires internationaux sur la manière d'améliorer la gouvernance de la sécurité maritime et de maîtriser la piraterie dans le Golfe.

Photo : DCAF

PROMOUVOIR UNE SÉCURITÉ CENTRÉE SUR LES POPULATIONS AU FORUM DE STOCKHOLM SUR LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT

Lors du forum SIPRI, le DCAF a organisé des échanges entre experts pour aborder les défis liés à la réforme de la sécurité, en mettant l'accent sur la protection et le besoin des populations dans des contextes difficiles comme le Sahel et l'Ukraine.

Photo : National Defence College of the Philippines

EXPLORER LES THÈMES ÉMERGENTS DE LA GSS DANS LA RÉGION ASIE-PACIFIQUE

Grâce à un réseau de groupes de travail nationaux et régionaux, le DCAF organise des tables rondes et des webinaires publics pour explorer les thèmes émergents de la GSS et soutenir le développement de processus de réforme nationaux en Asie-Pacifique. En 2024, plus de 400 personnes travaillant pour des organisations de la société civile, des gouvernements locaux et nationaux, des institutions chargées de la sécurité et des universités ont participé aux discussions sur la gouvernance de l'intelligence artificielle, les jeunes, la paix, la sécurité et la cybersécurité.

Photo : DCAF

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ OSCE-DCAF SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA SÉCURITÉ

Au Kirghizistan, le DCAF a organisé une formation de cinq jours réunissant des acteurs de la GSS pour explorer les défis posés par le changement climatique. Les participants ont élaboré un « plan d'action » concret à mettre en œuvre dès leur retour dans leur pays. La formation a également inclus une immersion d'une journée dans les gorges d'Ala-Archa, offrant une expérience directe des impacts visibles du changement climatique et de la dégradation de l'environnement en haute montagne.

IDENTITÉ JURIDIQUE ET ACCÈS À LA SÉCURITÉ ET À LA JUSTICE

ZOOM

Photo : Moses Sukali

« Nous avons le droit d'accéder aux cartes d'identité nationales, mais dans le nord du Kenya, ce droit n'est pas respecté. »

Halima Kahiye
Journaliste
Radio communautaire de Wajir

Au Kenya, en 2022, environ 100 000 personnes ne disposaient pas de documents d'identité légaux, les exposant à des risques accrus d'insécurité, de criminalité, de fraude et d'exploitation. En dépit d'une enquête nationale sur l'apatridie menée en 2015 par la Commission de la justice administrative du Bureau du médiateur du Kenya (CAJ), la situation reste critique, en particulier dans le nord et le nord-est du Kenya. Les communautés ethniques rurales, nomades et marginalisées ainsi que les personnes vivant dans les régions frontalières sont les plus touchées.

En 2024, le CAJ a sollicité le soutien du DCAF pour mener une enquête publique dans le comté de Wajir, au nord-est du Kenya, où vit principalement une population musulmane d'origine somalienne. Plus de 300 membres de la communauté ont participé à cette enquête d'une semaine, la première du genre. Nombre d'entre eux se sont plaints des Comités de contrôle chargés de vérifier les antécédents pour l'obtention des cartes d'identité nationales. « Ils réclament entre 3.000 et 10.000 shillings à chaque demandeur. Nous achetons littéralement nos cartes d'identité », a témoigné Hashim Mohamed, un militant de la communauté de Wajir.

L'enquête a également recueilli les témoignages de fonctionnaires, de représentants des agences de sécurité ainsi que de membres d'organisations de la société civile. Elle a mis en lumière des obstacles systémiques, allant de difficultés pratiques et logistiques à des cas de corruption et de discrimination. Les agences de sécurité ont été accusées de retarder la délivrance des cartes d'identité nationales à certains groupes ethnoreligieux. « Nous avons le droit d'accéder aux cartes d'identité nationales », a déclaré Halima Kahiye, journaliste à la radio communautaire de Wajir, « mais dans le nord du Kenya, ce droit n'est pas respecté ».

Avec le soutien du DCAF, le CAJ a élaboré un rapport contenant des recommandations pour renforcer la structure, les procédures et la supervision des Comités de contrôle. Peu après, le Président William Ruto a annoncé son intention de dissoudre ces comités. « Chaque Kényan doit être traité de la même manière », a-t-il déclaré. « Je mettrai en place une politique garantissant qu'aucune discrimination ne soit pratiquée en raison de la religion ou de la région. »

En avril 2024, le Gouvernement a introduit de nouvelles directives pour la délivrance des cartes d'identité nationales et a supprimé le recours aux Comités de contrôle dans de nombreuses régions, y compris dans le comté de Wajir. Les autorités ont ensuite indiqué que le délai moyen d'attente pour obtenir les documents d'identité dans les comtés frontaliers était passé de plusieurs mois à seulement 21 jours.

Bien qu'il reste encore beaucoup à faire, l'introduction de ces directives constitue une étape importante pour garantir que tous les Kényans, quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse, puissent jouir de leur droit à une identité légale et des services de sécurité et de justice qui l'accompagnent.

METTRE EN ŒUVRE

Photo : DCAF

La mise en place d'une gouvernance efficace des institutions du secteur de la sécurité nécessite l'engagement de nombreuses parties prenantes : les institutions elles-mêmes, telles que la police et l'armée, mais aussi les législateurs, les fonctionnaires, les organisations de médiation militaire, la société civile et les médias.

Avec ses 15 bureaux nationaux répartis sur trois continents, le DCAF collabore étroitement avec ces acteurs pour concevoir et mettre en œuvre des réformes adaptées à chaque contexte. L'objectif est d'améliorer la sécurité des communautés, de renforcer la confiance, de prévenir les conflits, et de favoriser une paix et un développement durables.

Bien que chaque contexte et institution soient uniques, les principes fondamentaux de la bonne gouvernance restent constants. Celle-ci repose d'abord sur l'adoption de lois, politiques et cadres réglementaires conformes aux normes internationales, soutenus par des mécanismes de contrôle solides. Elle s'appuie également sur la promotion d'une culture de responsabilité, du respect de l'État de droit, des droits humains, et de l'égalité entre femmes et hommes au sein des institutions du secteur de la sécurité. Enfin, il est essentiel de renforcer la capacité des médias et de la société civile à jouer pleinement leur rôle de surveillance citoyenne.

« Cela fait très longtemps que nous n'avons pas assisté à une réunion de ce type, qui comprend des représentants de tous les gouvernorats du Yémen. Nos discussions ont été très fraternelles et ont porté sur le rôle que les tribus peuvent jouer pour soutenir la paix en toute impartialité, ce qui n'est pas arrivé depuis très longtemps. »

Participant
Dialogue sur la sécurité au Yémen

TEMPS FORTS

PROMOUVOIR LES CONSEILS DE SÉCURITÉ COMMUNAUTAIRES EN LIBYE

Depuis 2022, le DCAF soutient en Libye le renforcement des liens entre la police, les autorités locales et les communautés à travers la mise en place de Conseils de sécurité communautaire au sein desquels les besoins et préoccupations spécifiques en matière de sécurité peuvent être exprimés. En 2024, le Conseil de Hay Al-Andalus a créé un nouvel organe consultatif pour la police et la sécurité des communautés, regroupant des organismes travaillant avec les femmes et les jeunes, ainsi que des chefs de clan. Sa première priorité a été d'améliorer la coordination des réponses aux cas de violence domestique. A Yefren, le Conseil a également abordé des problématiques telles que le contrôle des armes et les conflits fonciers. En octobre, lors d'affrontements entre les forces militaires et les habitants autour de la réouverture de postes de police et de renforcement de la présence sécuritaire à Yefren, le Conseil a été sollicité pour jouer un rôle de médiateur. Il a collaboré étroitement avec les représentants locaux et nationaux afin de désamorcer la situation.

FACILITER LE DIALOGUE ENTRE LES PARTIES EN CONFLIT AU YÉMEN

Le DCAF a réuni des chefs tribaux, des représentants d'institutions de sécurité et d'organisations de la société civile pour instaurer un dialogue continu sur les questions de sécurité. Pour beaucoup, ces rencontres en présentiel étaient les premières depuis les débuts du conflit. Au fil des ans, la participation est passée de 10 personnes à près de 60 personnes en 2024. Ces dialogues ont permis d'identifier des problèmes sécuritaires communs, tels que la fermeture de routes par des groupes armés. Face à la sensibilité de ce sujet dans le cadre des négociations de paix, le DCAF a, en 2024, fourni des recherches destinées à recentrer la discussion sur la liberté de mouvement et les options pour l'améliorer. Les discussions ont contribué à l'ouverture de certaines parties des routes Marib-Sanaa et Taiz-Al Habawn, ce qui a eu un impact significatif sur les moyens de subsistance des populations et a facilité l'accès à l'aide humanitaire. Si la situation reste instable et que ces avancées peuvent être rapidement compromises, ces résultats illustrent la valeur d'un dialogue inclusif pour répondre aux enjeux sécuritaires immédiats et préparer des accords de sécurité durables dans le cadre des futurs pourparlers de paix.

PUBLICATION

Comprendre les prestataires et les technologies de surveillance privée

PUBLICATION

Guide de référence sur les secteurs de la sécurité et de la justice en Palestine

PUBLICATION

Analyse de la couverture médiatique du secteur de la sécurité au Liban

SOUTENIR L'ADHÉSION DU MOZAMBIQUE À L'INITIATIVE DES PRINCIPES VOLONTAIRES

En 2024, après plusieurs années de collaboration avec le gouvernement mozambicain et les organisations de la société civile, le Mozambique a été reconnu en tant que membre engagé de l'Initiative des principes volontaires (IPV). Composée de plus de 75 entreprises, gouvernements et organisations non gouvernementales, l'Initiative soutient la mise en œuvre des principes volontaires de sécurité et des droits humains qui orientent les entreprises sur la manière de mener des opérations de sécurité tout en garantissant le respect des droits humains. En rejoignant l'IPV, le Mozambique devient le deuxième pays africain à obtenir ce statut. Pour accéder au statut de membre à part entière, le Mozambique devra désormais élaborer un plan d'action national détaillant les mesures à prendre pour promouvoir la sécurité et les droits humains, en particulier en ce qui concerne son vaste secteur extractif. À la demande du gouvernement, le DCAF apporte son expertise pour accompagner l'élaboration de ce plan stratégique.

ADOPTER UNE APPROCHE HOLISTIQUE POUR PRÉVENIR LA TORTURE AU LIBAN

Depuis 2020, le DCAF assiste techniquement les Forces de sécurité intérieure libanaises et la Direction générale de la sûreté de l'Etat pour mettre en place des règlements internes et des mécanismes de contrôle visant à prévenir la torture et d'autres formes de mauvais traitements. En 2024, en plein conflit, le DCAF a soutenu le Comité pour la prévention de la torture de la Commission nationale des droits humains dans le cadre d'une initiative d'urgence visant à réexaminer le statut juridique d'un millier de détenus conformément au code de procédure pénale libanais, ce qui a permis de libérer un grand nombre d'entre eux. Ces efforts ont été critiques en vue de remédier à la grave surpopulation carcérale - une situation exacerbée par le conflit et directement liée à des risques accrus de mauvais traitements. De même, à la demande du ministère de la Justice, le DCAF a également appuyé le Conseil pour la Réduction des Peines et son équipe de psychiatres et de travailleurs sociaux afin d'examiner le statut des personnes détenues dans des hôpitaux psychiatriques à régime fermé.

VIDÉO

Les défis des journalistes en Amérique latine

ÉTUDE DE CAS

Comprendre comment le renforcement des capacités pour la lutte contre la violence de genre en période de paix a un impact en temps de guerre - Mali

VIDÉO

Politiques et réformes en matière de sécurité en Moldavie

AMÉLIORER LES RELATIONS ENTRE LES JOURNALISTES ET LA POLICE EN COLOMBIE

Fort du succès de son projet visant à renforcer le rôle de contrôle des journalistes et des leaders sociaux dans GSS en Colombie, le DCAF gère désormais un programme régional pluriannuel déployé en Colombie, Équateur, Honduras, Mexique et Pérou. L'amélioration des relations entre les médias et les forces de police en constitue un axe central. En février 2024, la police nationale colombienne a annoncé la mise en œuvre de lignes directrices visant à renforcer ses relations avec les médias – une avancée issue de plusieurs formations et dialogues entre journalistes et policiers sous l'égide du DCAF. En mai, cinq journalistes ont été agressés par des policiers alors qu'ils couvraient l'assassinat du Directeur de la prison de La Modelo à Bogota. Dans une réponse historique, le général Salamanca, alors Directeur général de la police nationale, a publiquement condamné ces actes lors d'excuses télévisées, reconnaissant qu'ils constituaient une atteinte à la liberté d'expression et réaffirmant l'engagement de la police à faire respecter les droits humains.

RENFORCER LES CONTRÔLES INTERNES AU SEIN DE L'ARMÉE DE MADAGASCAR

Le DCAF a aidé le ministère de la Défense de Madagascar à mettre en place des mécanismes de contrôle interne efficaces pour la prévention, le signalement et l'investigation des fraudes et des abus. En 2024, nous avons procédé à une évaluation des capacités institutionnelles du Département des Services d'inspection du ministère, chargé de surveiller l'application des lois, des politiques et des décisions ministérielles relatives à la gestion administrative et financière des forces armées. Outre une directive sur la mise en place d'un système de contrôle interne, le ministère a adopté nos recommandations et nommé cinq inspecteurs dans chacune des trois branches militaires. Cette décision a eu un impact considérable, car l'armée de terre, à l'époque, était la seule branche à disposer d'un inspecteur. Afin d'aider les inspecteurs à remplir leur rôle de surveillance, nous avons produit un manuel personnalisé, spécifique au contexte local, pour la planification et le suivi, la préparation et l'exécution des inspections, des audits, et la rédaction des rapports.

PROTÉGER LA SANTÉ MENTALE DANS LES FORCES ARMÉES ARMÉNIENNES

Le ministère arménien de la Défense a fait appel au DCAF pour l'aider à renforcer les mécanismes de prévention et de soutien en matière de santé mentale dans l'armée arménienne, un enjeu crucial après la deuxième guerre du Haut-Karabakh. Le DCAF a aidé le ministère à évaluer son système existant, à sensibiliser les hauts responsables militaires à l'importance de la santé mentale et à faciliter un programme de formation des formateurs pour les officiers-psychologues afin de mieux partager les informations dans les unités militaires. En outre, le DCAF assiste le ministère dans l'élaboration de sa stratégie globale à long terme visant à promouvoir la protection de la santé mentale dans les forces armées par le biais de réformes institutionnelles et structurelles.

MOMENTS CLÉS

Photo : DCAF

PROMOUVOIR UNE POLICE AU SERVICE DES COMMUNAUTES EN ZAMBIE

Nous avons travaillé avec notre partenaire, le Centre d'Afrique australe pour la résolution constructive des différends, en Zambie, sur des enquêtes de perception et la création de groupes de discussion comprenant des membres de la communauté, des jeunes et des femmes, pour mieux comprendre leurs besoins et leurs préoccupations en matière de sécurité.
Ce processus participatif a conduit à un accord de coopération avec la police zambienne, jetant les bases d'un projet de réforme globale du service de police.

Photo : DCAF

RÉGULER LA SURVEILLANCE PRIVÉE ET LA PROTECTION DES DONNÉES AU NIGERIA

Le Nigeria est l'un des plus grands consommateurs de technologies de surveillance des citoyens en Afrique, sans pour autant disposer d'un cadre juridique exhaustif pour réglementer leur utilisation. Nous avons formé des groupes de la société civile, des médias, des décideurs politiques et des sociétés de sécurité privées aux bonnes pratiques internationales en matière de réglementation de la surveillance et de ses implications pour les droits humains.

Photo : DCAF

NOUVELLES RÈGLES SUR L'ÉTHIQUE ET L'INTÉGRITÉ PROFESSIONNELLES EN UKRAINE

Le DCAF a accompagné le ministère de l'Intérieur dans l'élaboration de nouvelles règles d'éthique et d'intégrité à l'intention de ses collaborateurs. Ces règles ont été officiellement présentées lors d'un événement réunissant la direction du ministère, ses principaux départements, ainsi que des représentants de l'OTAN, de l'Union européenne et d'organisations de la société civile. Elles sont entrées en vigueur en mai 2024.

Photo : DCAF

DIALOGUE INCLUSIF SUR LA SÉCURITÉ DES CITOYENS EN LIBYE

En Libye, le DCAF a aidé à réunir les différentes parties impliquées dans le conflit en encourageant un dialogue mené localement avec les différentes parties prenantes de tout l'échiquier politique pour identifier les défis communs en matière de sécurité et les solutions possibles. Organisé à Genève, cet événement a permis de dépasser les clivages politiques et régionaux, en réunissant des représentants des institutions du secteur de la sécurité, de la société civile et des communautés locales.

Photo : DCAF

SURVEILLANCE DES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU NIGER

Après une phase pilote réussie, un système de surveillance des droits humains soutenu par le DCAF a été élargi de 8 à 13 communes. Il permet de recenser les violations, telles que les violences basées sur le genre et fournit aux autorités des données fiables pour améliorer la réponse du secteur de la sécurité aux victimes et aux groupes les plus vulnérables.

AMÉLIORER LA SÉCURITÉ DES JOURNALISTES EN COLOMBIE

Photo : Orjan Ellingvag

Le DCAF s'est associé au Bureau du médiateur de Colombie pour améliorer la sécurité des journalistes et des leaders sociaux tout en favorisant le partage des connaissances et des bonnes pratiques avec les institutions des droits humains du Honduras, de l'Equateur, du Mexique et du Pérou. Dans le cadre de cette initiative, la police locale et les journalistes se sont rencontrés pour discuter des relations dans le cadre du travail, de la liberté de la presse et des risques encourus par les journalistes dans la région.

PLACER LES BESOINS DE LA POPULATION AU COEUR DE LA SÉCURITÉ DANS LE TERRITOIRE PALESTINIEN OCCUPÉ

ZOOM

Photo : DCAF

Depuis 2005, le DCAF travaille dans le Territoire palestinien occupé pour renforcer la responsabilité et l'efficacité du secteur de la sécurité et pour consolider sa légitimité en répondant aux besoins de la population palestinienne.

Lorsque la guerre de Gaza a commencé en octobre 2023, nous finalisions une enquête de perception auprès des Palestiniens. Cette étude a impliqué plus de 1500 participants répartis dans 60 ateliers et groupes de discussion organisés en Cisjordanie, à Gaza, ainsi que dans les camps de réfugiés. Les participants ont été invités à répondre à la question : « Que signifient pour vous la sécurité et la justice ? »

Dans ces espaces neutres, les Palestiniens de tout milieu social et politique ont pu partager leurs perceptions, leurs préoccupations et leurs besoins. Un représentant d'un groupe de la société civile de la Bande de Gaza a déclaré : « Nous devons veiller à ce que notre dispositif de sécurité repose sur le principe de la confiance des citoyens et fasse de la satisfaction des besoins de la population une priorité. »

L'enquête a permis de combler le fossé entre les autorités, les institutions chargées de la sécurité et les communautés, en favorisant l'élaboration d'une vision commune et d'une politique nationale de sécurité partagée par tous les Palestiniens. Toutefois, la guerre a suspendu temporairement ces efforts.

En 2024, le DCAF a cartographié les acteurs fournissant des services de sécurité et de justice à Gaza durant la guerre, a analysé l'émergence d'une nouvelle génération de groupes armés, et a évalué la perte de mémoire institutionnelle engendrée par le conflit. Pour enrichir cette recherche, nous avons réuni des représentants d'institutions de sécurité ainsi que des factions politiques palestiniennes, souvent peu enclines à dialoguer sur les questions de sécurité et de justice.

Grâce à nos recherches, nous avons pu offrir aux donateurs internationaux et aux organisations multilatérales une meilleure compréhension des réalités complexes du terrain, tout en fournissant des recommandations politiques adaptées à une situation en constante évolution. La prise en compte de l'expérience et de la réalité palestiniennes dans les discussions internationales est essentielle pour façonner l'avenir du secteur de la sécurité à Gaza et en Cisjordanie.

« La sécurité est le contraire de la peur. J'ai peur en permanence. »

Un jeune habitant de la ville de Gaza

Dans un contexte de conflit, le dialogue sur les dispositions en matière de sécurité peut contribuer à combler le fossé entre les forces de sécurité, les différentes factions et les communautés locales mais aussi à préparer le terrain pour les discussions dites « du lendemain ». Fort de sa présence prolongée et de son engagement en faveur d'une approche centrée sur les personnes dans le Territoire palestinien occupé, le DCAF a pu accompagner l'Autorité palestinienne dans la planification post-conflit à Gaza, en particulier dans le secteur de la justice.

INFLUENCER

Photo : Phototek Media Lab

Depuis sa création en 2000, le DCAF joue un rôle de premier plan dans la promotion de la bonne gouvernance du secteur de la sécurité en tant que pilier fondateur de la paix et du développement durables à l'échelle mondiale. Nos recherches et conseils ont contribué à l'élaboration de normes, de standards et de bonnes pratiques à l'échelle internationale. Le DCAF accompagne depuis longtemps des organisations internationales clés dans la conception et la mise en œuvre de cadres politiques de GSS, tout en veillant à intégrer la GSS dans des agendas internationaux plus larges, notamment l'Agenda 2030 pour le développement durable.

Nous influençons également les politiques et les pratiques nationales en matière de GSS en fournissant une assistance technique et en renforçant les capacités des gouvernements, des institutions de sécurité, des organisations de la société civile, des médias et des organes de contrôle, afin de les aider à activement adapter les réformes et les mécanismes de gouvernance. Dans toutes ses activités, le DCAF promeut des politiques et des pratiques de sécurité inclusives et sensibles au genre, qui garantissent la responsabilité, la transparence et la protection des droits humains.

« Le DCAF nous a aidés à mettre notre législation nationale en matière de cybersécurité en conformité avec les normes de l'UE. »

Dušan Polović
Directeur général
Direction des infrastructures, sécurité de l'information, numérisation et services en ligne, ministère de l'Administration publique du Monténégro

TEMPS FORTS

SOUTENIR LES ÉTATS MEMBRES DE L'UNION AFRICAINE DANS LA MISE EN ŒUVRE D'UNE GSS EFFICACE

Le DCAF a accompagné l'Union africaine (UA) et plusieurs de ses États membres à mettre en œuvre le cadre politique de l'UA en matière de réforme du secteur de la sécurité dans leurs pays. En Gambie et au Lesotho, nous avons lancé un outil d'auto-évaluation pour identifier comment renforcer l'appropriation nationale des réformes du secteur de la sécurité. Aux Comores, le DCAF a été chargé par le gouvernement d'évaluer ses secteurs de la sécurité et de la défense et de contribuer à l'élaboration d'une feuille de route pour une stratégie nationale de réforme fondée sur les besoins et préoccupations exprimés par les États et la population.

ADOPTER DES NORMES INTERNATIONALES DE CYBERSÉCURITÉ AU MONTÉNÉGRO

Depuis de nombreuses années, le DCAF soutient la cybersécurité et la cyber-résilience dans les Balkans occidentaux en renforçant les capacités nationales, en harmonisant les cadres juridiques avec les normes de l'Union européenne (UE) et en encourageant une coopération régionale plus efficace. En 2023, nous avons accompagné le Monténégro dans la rédaction d'une nouvelle loi sur la sécurité de l'information, la première de la région à s'aligner pleinement sur la directive NIS2 de l'UE sur la cybersécurité. Cette loi a été adoptée en 2024 et le ministère de l'Administration publique du Monténégro a ensuite confié au DCAF la mission de collaborer avec le secteur privé pour définir les modèles de partage d'information requis par la nouvelle législation.

VIDÉO

Vérifier si l'État procède à des écoutes téléphoniques illégales des citoyens en Macédoine du Nord

FORMATION EN LIGNE

Intégrer la question genre dans la conception des projets

VIDÉO

Initiative Elsie - témoignages de Jordanie, du Sénégal et d'Afrique du Sud

APPUI STRATÉGIQUE À LA SUISSE SUR LA GSS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DES NATIONS UNIES

Tout au long de son mandat au Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) (2023-2024), la Suisse s'est appuyée sur le DCAF pour fournir une analyse détaillée des aspects liés à la réforme du secteur de la sécurité des opérations de maintien de la paix et des missions politiques spéciales mandatées par les Nations Unies qui étaient sur le point d'être examinées ou renouvelées. Nous avons réalisé la première analyse complète des mandats du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la RSS, sur une période de dix ans, afin d'identifier les bonnes pratiques et les recommandations visant à améliorer l'efficacité des éléments de la réforme du secteur de la sécurité. En outre, nous avons préparé 15 notes d'information pour le Gouvernement suisse sur la GSS/R, le genre, la police et la justice dans les missions de maintien de la paix en Afrique et au Moyen-Orient. Une note d'information du DCAF contenant une recommandation relative à la GSS et à la sécurité des élections au Sud-Soudan a été utilisée lors des délibérations du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la manière d'appuyer des élections pacifiques dans le pays.

PUBLICATION

Contribution des instituts de médiation à l'ODD 16 par le biais de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité

FOURNIR DES CONSEILS ET UNE EXPERTISE POUR L'EXAMEN DE L'ARCHITECTURE DE CONSOLIDATION DE LA PAIX DES NATIONS UNIES

En 2024, le soutien de longue date du DCAF aux Nations Unies a pris la forme d'une collaboration avec le groupe de travail des Nations Unies sur la RSS pour contribuer à l'examen de l'architecture de consolidation de la paix des Nations Unies en 2025. C'est un processus entrepris tous les cinq ans, afin de renforcer et d'affiner les efforts de consolidation de la paix des Nations Unies dans le monde. Ensemble, nous avons organisé une consultation auprès de près de 50 participants, dont des représentants de trois opérations de paix des Nations Unies. La contribution qui en a résulté a proposé des formulations textuelles afin de mieux intégrer la GSS dans les efforts de consolidation de la paix en tant qu'élément essentiel pour la prévention de la violence et l'établissement d'une paix et d'un développement durables.

RAPPORT

Gouvernance du secteur de la sécurité en Moldavie

CONTRIBUER À FAÇONNER LE PACTE POUR L'AVENIR

L'adoption du Pacte pour l'Avenir aux Nations Unies, parallèlement au Pacte numérique mondial et à la Déclaration sur les générations futures, constitue une avancée majeure pour la coopération internationale et une vision renouvelée du système multilatéral, qui prend en compte les réalités contemporaines tout en répondant aux besoins universels. En 2024, le DCAF a contribué à la phase de consultation de ce document historique en organisant et en participant à plusieurs événements et en proposant des recommandations visant à intégrer un langage politique reflétant les valeurs fondamentales de la GSS. Ces valeurs incluent notamment la transparence, la responsabilité, l'égalité des genres et la protection des droits humains, et ont été prises en compte dans le pacte final. Par exemple, La Mesure 7, qui souligne l'importance de mettre en place des institutions efficaces, responsables et inclusives pour favoriser des sociétés pacifiques, justes et inclusives.

MOMENTS CLÉS

Photo : KOD Lupevska

Photo : UN

LE DCAF ADHÈRE AU PACTE MONDIAL DES NATIONS UNIES

Le DCAF apporte une expertise technique au Pacte mondial depuis 2012. En 2024, nous sommes devenus membre officiel du réseau en Suisse et au Liechtenstein. Le réseau soutient l'adoption par le secteur privé des dix principes du Pacte pour des pratiques responsables dans les domaines des droits humains, du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

RENFORCER LA CAPACITÉ DES MÉDIAS À COUVRIR LA RÉFORME DU RENSEIGNEMENT EN MACÉDOINE DU NORD

Dans le cadre de notre vaste programme de réforme en Macédoine du Nord, le DCAF a renforcé la capacité des journalistes à couvrir les questions de gouvernance du secteur de la sécurité. En 2024, ce travail a abouti à la réalisation d'un documentaire diffusé à l'échelle nationale, par le journaliste d'investigation Miomir Serafinović, qui analyse les réformes proposées dans les secteurs du renseignement et de la sécurité. Miomir Serafinović a également mené la toute première interview du nouveau Directeur de l'Agence de sécurité nationale, illustrant ainsi le rôle croissant des médias dans la promotion de la transparence dans ce domaine politique particulièrement sensible.

LANCEMENT DU RAPPORT « VERS L'ÉGALITÉ DES CHANCES POUR LES FEMMES DANS LE SECTEUR DE LA DÉFENSE »

Photo : UNSSR

Le DCAF est honoré d'avoir collaboré en tant que partenaire de recherche des Nations Unies à l'élaboration de cette première analyse mondiale basée sur des données probantes, qui examine la participation des femmes dans les institutions nationales de défense. Ce rapport, couvrant 55 pays, présente un panorama détaillé des observations, défis et de bonnes pratiques, tout en reflétant la diversité des contextes géographiques. Il identifie également sept « accélérateurs » pour faire progresser l'égalité des genres.

Photo : DCAF

PROMOUVOIR LE LEADERSHIP DES FEMMES DANS LA CYBERSÉCURITÉ

Nous avons collaboré avec des expertes en cybersécurité pour organiser des ateliers destinés aux cyber-professionnels des Balkans occidentaux. Elles ont abordé la question de la représentation et du leadership des femmes en cybersécurité dans le secteur public et les stratégies à mettre en œuvre pour renforcer leur présence et leur influence.

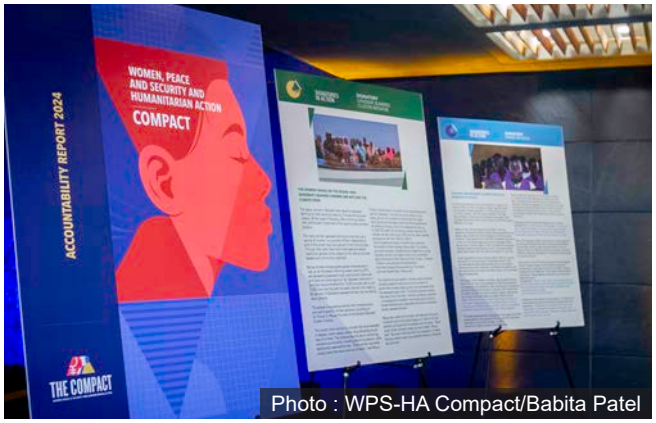

Photo : WPS-HA Compact/Babita Patel

FAIRE PROGRESSER L'AGENDA DES FEMMES EN MATIÈRE DE PAIX ET DE SÉCURITÉ

Le DCAF a réaffirmé son engagement en faveur de l'égalité des genres en signant le Pacte mondial pour les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire. L'ambition du DCAF consiste à développer les compétences des acteurs du secteur de la sécurité afin qu'ils puissent mieux appréhender la nature intersectorielle des discriminations qui exposent les femmes et les filles à des situations de vulnérabilité.

Photo : Phototek Media Lab

16ÈME CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES INSTITUTIONS DE MÉDIATION POUR LES FORCES ARMÉES

Chaque année, le DCAF réunit des médiateurs pour qu'ils échangent leurs expériences et leurs bonnes pratiques, renforçant ainsi l'apprentissage entre pairs. La conférence ICOAF de cette année, organisée conjointement par la Commissaire parlementaire aux forces armées allemandes et le DCAF, s'est tenue dans un contexte marqué par des pressions croissantes sur les forces armées à l'échelle mondiale, une augmentation des dépenses militaires, une incertitude géopolitique accrue et les défis posés par la « guerre hybride ».

« Cet événement a changé ma vision des choses. Même si j'ai travaillé dans l'informatique et la cybersécurité pendant plus de 30 ans et que j'ai toujours pensé que nous, les femmes, étions traitées sur un pied d'égalité, je me rends compte aujourd'hui qu'il faut faire davantage pour donner aux femmes plus de rôles de premier plan. »

Participante
Atelier sur la cybersécurité au Monténégro

Photo : DCAF

JOURNÉES DE LA CYBERSÉCURITÉ DANS LES BALKANS 2024

En collaboration avec des partenaires locaux des Balkans occidentaux, nous avons réuni plus de 120 participants en Albanie pour qu'ils échangent leurs expériences sur la cybersécurité, se forment et nouent des contacts avec leurs homologues régionaux. Un participant a déclaré que cet événement annuel « illustrait vraiment le pouvoir de la collaboration et de l'innovation dans le domaine de la cybersécurité ».

Photo : DCAF

SOMMET MONDIAL DE LA POLICE

En 2024, le DCAF a participé au Sommet mondial de la police à Dubaï, un forum international rassemblant des responsables du maintien de l'ordre. À travers deux panels de haut niveau, nous avons partagé notre expertise en soulignant les enjeux cruciaux que sont la légitimité, la bonne gouvernance, l'intégrité policière ainsi que le rôle central de la police de proximité.

CÉLÉBRATION ET RÉFLEXION SUR LES 10 ANS DE TRAVAIL DE L'OSCE DANS LE DOMAINE DE LA GSS

Photo : OSCE 24MT

Le DCAF a participé à la réunion du Groupe des amis de la GSS/R de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les échanges ont porté sur la coordination des approches entre organisations internationales dans le domaine de la GSS/R. Nous avons examiné la manière dont l'approche de l'OSCE vis-à-vis de la GSS/R, fondée sur l'étude cartographique du DCAF de 2014, continue d'orienter l'action de l'organisation dans ce domaine.

L'IMPORTANCE DE LA BONNE GOUVERNANCE EN TEMPS DE GUERRE

ZOOM

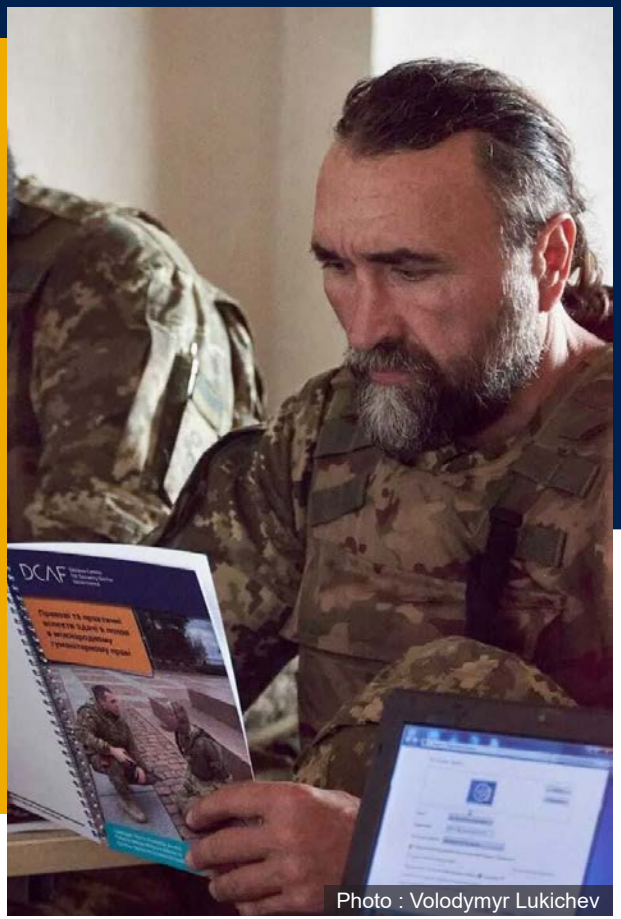

Photo : Volodymyr Lukichev

Lorsque la Russie a lancé son invasion à grande échelle en 2022, l'Ukraine a dû réagir rapidement en mobilisant et augmentant la taille de son armée, posant d'importants défis en matière de gouvernance des forces armées. Il s'agissait notamment de veiller à ce que chacun - des commandants aux soldats sur le champ de bataille - comprenne et assume ses responsabilités au regard du droit international humanitaire (DIH), qui encadre la conduite des hostilités. « Le respect du DIH constitue un avantage stratégique majeur pour l'armée ukrainienne face à l'agresseur », a déclaré le Chef d'état-major général adjoint des forces armées. Déjà engagé auprès de l'Ukraine pour la modernisation de son système de justice militaire, le ministère de la Défense a sollicité l'appui du DCAF pour renforcer la conformité des forces armées au DIH. Nous avons commencé par évaluer les pratiques existantes, en identifiant les lacunes et les points forts. Nous avons ensuite élaboré un programme de formation conforme aux normes de l'OTAN et adapté aux réalités auxquelles les soldats sont confrontés sur le champ de bataille.

Le programme a été adapté aux différents rôles et grades et a mis l'accent sur les besoins concrets du terrain. Il visait à aider les soldats à respecter les droits humains dans des situations complexes, comme la reddition de soldats russes ou la découverte de preuves de crimes de guerre. Ces situations ne sont pas faciles à gérer, mais elles sont essentielles à maîtriser lorsque les enjeux sont si élevés. Le DCAF a conçu des guides, des outils pédagogiques et des cartes d'information sur le droit international humanitaire que les soldats peuvent porter sur eux en opération. Nous avons également formé des instructeurs militaires chargés de diffuser ces connaissances au sein des unités.

« Le DCAF change la donne en matière d'intégration et de responsabilisation dans le domaine du droit international humanitaire. ».

Inna Zavorotko
Directrice adjointe
Division du Droit international, ministère ukrainien de la Défense

La formation a été consolidée par un cadre politique renforcé. Le DCAF a accompagné le ministère de la Défense dans la révision de l'arrêté établissant les modalités de mise en œuvre du droit international humanitaire. Le ministère a également créé une nouvelle unité chargée de superviser le respect de la loi : la Division du Droit international. Elle est devenue l'interlocuteur privilégié pour garantir le respect du droit international humanitaire, coordonner les forces de l'ordre et enquêter sur les crimes de guerre. Inna Zavorotko, Cheffe adjointe de la Division, a déclaré : « Le DCAF change la donne en matière d'intégration et de responsabilisation dans le domaine du droit international humanitaire. »

L'objectif reste inchangé : instaurer un changement durable. En dotant les forces armées ukrainiennes des connaissances et des outils nécessaires au respect du droit international humanitaire, le DCAF contribue à renforcer une bonne gouvernance en temps de guerre. Ce travail de fond s'inscrit dans la durée, mais il porte déjà ses fruits : l'armée ukrainienne est désormais mieux préparée à mener ses opérations, non seulement avec efficacité, mais aussi dans le respect de principes éthiques - des principes qui resteront tout cruciaux une fois les armes réduites au silence.

Mécanismes de financement flexibles

Le DCAF gère plusieurs fonds multidonateurs répondant à des priorités géographiques et thématiques. Ils sont conçus pour fournir un appui rapide et adapté, et pour coordonner les contributions des donateurs de la manière la plus efficace et la plus rentable possible.

FONDS COMMUN DE CONSEIL AU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Le DCAF met à profit ses recherches et son expertise opérationnelle afin de fournir un soutien personnalisé aux gouvernements donateurs et aux organisations multilatérales qui sont membres de notre groupe de partenaires internationaux. Par le biais de formations, d'études et de conseils techniques, nous contribuons à renforcer la sécurité nationale et les processus de réforme de la justice. En 2024, les principaux donateurs étaient l'Autriche, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse et le Royaume-Uni. Les autres membres étaient la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la Norvège, la Slovaquie et les États-Unis, ainsi que l'Union africaine, l'Union européenne, l'OCDE, l'OSCE, l'Organisation internationale de la Francophonie, les Nations Unies et la Banque mondiale.

FONDS D'AFFECTATION POUR L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE DU NORD (TFNA)

Créé en 2012, le Fonds a appuyé en 2024 des initiatives de GSS en Libye, au Maroc et en Tunisie, impliquant collectivités locales, parlements, institutions de sécurité, sociétés civiles et communautés. Ces initiatives vont de la création de conseils de sécurité communautaires au renforcement du contrôle externe du secteur de la sécurité, en passant par le soutien aux réponses judiciaires à la violence de genre. Par le biais du TFNA, le DCAF opère avec agilité et durabilité, tout en créant une plateforme d'échange et de collaboration avec des partenaires internationaux. Les membres du TFNA sont la France, l'Allemagne, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse.

LE MÉCANISME DE MISE EN ŒUVRE DE LA SÉCURITÉ ET DES DROITS HUMAINS (SHRIM)

Le SHRIM promeut la conduite responsable des entreprises et la protection des droits humains, en particulier dans les contextes fragiles et affectés par des conflits comme la Colombie, le Pérou, la République démocratique du Congo, le Mozambique et le Nigeria. Le SHRIM s'engage à améliorer la sécurité sur le terrain en soutenant des projets multipartites rentables menés localement qui incluent le gouvernement, les communautés et le secteur privé. Les donateurs du SHRIM en 2024 sont le Royaume-Uni, la Suisse et les Pays-Bas.

Photo : Ines Della Valle

LE FONDS COMMUN POUR LA RÉFORME DU SECTEUR DU RENSEIGNEMENT ET DE LA SÉCURITÉ EN MACÉDOINE DU NORD

Le Fonds soutient les efforts en cours pour réformer l'appareil sécuritaire et les services de renseignement de la Macédoine du Nord, dans le but de faire progresser l'objectif stratégique du pays d'adhérer à l'Union européenne. Ces efforts se concentrent sur l'alignement des cadres juridiques et des capacités institutionnelles sur les principes euro-atlantiques, les bonnes pratiques internationales et le respect des droits humains. Les activités visant à renforcer le contrôle interne et externe des secteurs du renseignement et de la sécurité comprennent le renforcement de la capacité des acteurs clés à relever les défis en matière de sécurité, l'encouragement à un dialogue public sur la politique de sécurité et la promotion de l'égalité entre les genres. Les donateurs du fonds en 2024 étaient la Suisse, la Suède, les Pays-Bas et l'Union européenne.

« Les institutions du secteur de la sécurité ont essayé d'être plus ouvertes d'esprit depuis l'arrivée du DCAF en Macédoine du Nord. La transparence s'améliore. »

Participant lors d'un atelier de renforcement des capacités des OSC/médias

FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE POUR LA PALESTINE (TFP)

Lancé en 2024 en partenariat avec les Pays-Bas, ce Fonds facilite la gestion conjointe des risques, l'alignement stratégique et le développement de programme conjoints dans le Territoire palestinien occupé, en particulier à la lumière de la guerre à Gaza. Il agit via trois axes principaux : soutenir des actions centrées sur la sécurité humaine ; encourager l'engagement des jeunes Palestiniens dans les décisions relatives à la gouvernance du secteur de la sécurité ; et fournir à la communauté internationale des recommandations basées sur les connaissances des partenaires locaux et l'expertise du DCAF en matière de GSS.

Photo : DCAF

PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES DANS LES FORCES ARMÉES SÉNÉGALAISES

ZOOM

Photo : MONUSCO / SENFPU Bunia

Le parcours du commandant Rokhaya Lô illustre non seulement une victoire personnelle, mais aussi les obstacles structurels que rencontrent les femmes dans les institutions de sécurité. Son histoire démontre que le changement naît à la fois du courage individuel et du soutien institutionnel.

En 2012, fraîchement diplômée d'un master en commerce et gestion des affaires internationales, le commandant Lô décide d'intégrer l'École de la gendarmerie. Elle obtient par la suite un second master en genre et consolidation de la paix et devient la première femme à commander une unité de gendarmerie au Sénégal. Tout au long de son parcours, elle a évolué dans un environnement semé d'embûches, entre ressources limitées et stéréotypes persistants sur le rôle et les capacités des femmes.

À la tête de la Division Genre de la gendarmerie, elle s'impose en élargissant le cadre des formations sur le genre, passant de courts ateliers à des programmes complets de plusieurs jours. Cette évolution est un élément clé de sa progression, qui la conduit à devenir la première femme commandante d'une unité de police sénégalaise au sein de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo. « Parfois, je me heurte à des regards curieux », explique-t-elle à l'époque, « sans doute parce qu'ils n'avaient jamais vu de femme à la tête d'une unité de police. Mais au final, ils m'encouragent et me respectent ».

« La méthodologie nous a permis de percevoir les obstacles qui empêchaient les femmes d'avancer et a donné au commandement la confiance nécessaire pour croire en mon leadership. »

Commandant Rokhaya Lô

Le commandant Lô attribue une part importante de sa réussite et du changement institutionnel à la méthodologie d'évaluation des opportunités pour les femmes dans les opérations de paix (MOWIP), développée conjointement par le DCAF et l'université Cornell. Cette méthode aide les institutions nationales de sécurité à identifier les obstacles à la participation significative des femmes aux opérations de paix des Nations Unies, mais aussi les leviers pour la favoriser. « La méthodologie nous a permis de percevoir les obstacles qui empêchaient les femmes d'avancer et a donné au commandement la confiance nécessaire pour croire en mon leadership », a déclaré le commandant Lô.

Son parcours démontre que le changement structurel exige à la fois des cadres institutionnels solides et des individus prêts à repousser les limites. Si la résilience personnelle est une condition essentielle, les véritables progrès s'obtiennent lorsque les institutions s'engagent activement à évoluer et à soutenir le leadership féminin.

Notre culture organisationnelle

AMÉLIORER LES OUTILS DE PROTECTION ET LES BONNES PRATIQUES

Afin de renforcer les compétences et les moyens de protection de notre personnel, de nos partenaires et des parties prenantes, le personnel du DCAF à Genève a participé à une expérience théâtrale interactive sur la prévention de l'exploitation, des abus et du harcèlement sexuels. Basée sur des scénarios réalistes en milieu professionnel, elle a permis aux participants d'incarner tour à tour des victimes, des survivants, des témoins et des managers, afin de simuler les réactions appropriées face à ces situations délicates. Cette activité a été organisée en coopération avec l'Agence suisse pour le développement et la coopération, ainsi que les Centres partenaires du DCAF à la Maison de la Paix : le Centre de politique de sécurité de Genève et le Centre international de déminage humanitaire de Genève. Par ailleurs, le DCAF travaille actuellement à la mise en place d'un Comité de protection afin d'assurer un environnement de travail sûr et sain pour le personnel, les partenaires et les bénéficiaires des projets.

NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

La promotion de l'égalité des genres est un pilier fondamental de nos valeurs et au cœur de notre nouvelle stratégie 2025-2030. Chaque année, notre Directrice prend des engagements en tant que Championne internationale de la question genre. En 2024, elle a notamment pris l'engagement de ne pas participer à des panels non mixtes et d'appliquer une tolérance face aux violences basées sur le genre ainsi qu'aux comportements sexistes sur le lieu de travail. En outre, nous avons développé une formation en ligne dédiée à l'intégration de la dimension de genre dans la conception des projets. Accessible gratuitement sur notre site web, cette formation a été suivie par l'ensemble du personnel du DCAF, qui l'applique désormais dans leurs actions quotidiennes. Nous sommes fiers de constater que 45 % des projets du DCAF intègrent désormais la dimension de genre dès leur conception, conformément au Marqueur d'égalité des genres du CAD de l'OCDE.

FAVORISER UNE MEILLEURE COMMUNICATION ET UN MEILLEUR TRAVAIL D'ÉQUIPE

Dans le cadre de son engagement continu en faveur d'un environnement de travail harmonieux, le DCAF a organisé une série d'ateliers visant à renforcer le dialogue et la confiance par une communication efficace. Les collaborateurs ont appris à reconnaître différents styles de communication et se sont entraînés à donner et recevoir des retours constructifs sur leur travail. De plus, l'équipe de direction a bénéficié d'évaluations à 360°, qui ont permis d'identifier leurs points forts et leurs compétences en matière de management. Accompagnés d'un coach professionnel, ses membres ont ensuite défini un plan de développement personnalisé pour renforcer leurs compétences managériales.

Photo : DCAF

« Notre engagement en faveur de l'égalité des genres reflète nos valeurs et principes fondamentaux en tant qu'organisation. C'est pour cette raison qu'il est important pour moi, personnellement et en tant que Directrice du DCAF, qu'il soit incarné dans notre travail et mis en œuvre à chaque étape de nos projets. »

Ambassadrice Nathalie Chuard

Nos bureaux

Genève, Suisse

Banjul, Gambie

Beyrouth, Liban

Belgrade, Serbie

Bruxelles, Belgique

Addis-Abeba, Ethiopie

Bamako, Mali

Chișinău, Moldavie

Kinshasa, République démocratique du Congo

Kyiv, Ukraine

Niamey, Niger

Ljubljana, Slovénie

Ouagadougou, Burkina Faso

Ramallah, Territoire palestinien occupé

Skopje, Macédoine du Nord

Tunis, Tunisie

219
employés

52% de femmes
35% opérant dans les bureaux locaux

15
bureaux locaux

Budget en 2024
35 millions CHF

Le Conseil de fondation

Le DCAF est une fondation suisse créée en 2000 à l'initiative du gouvernement suisse. En 2024, notre Conseil de fondation comprend 44 membres représentant 41 pays et le Canton de Genève.

Afrique du sud, Allemagne, Arménie, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Canada, Chypre, Colombie, Côte d'Ivoire, Espagne, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Mali, Malte, Mexique, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Niger, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Slovaquie, Suède, Suisse, Tchéquie, Tunisie, Ukraine et Canton de Genève.

En juillet 2024, nous avons eu le plaisir d'accueillir Amin Awad en tant que nouveau Président du Conseil de fondation du DCAF. De nationalité soudanaise et suisse, il a consacré ses 35 ans de carrière à des opérations de paix et de sécurité dans des contextes sensibles au Moyen-Orient, en Asie, en Afrique, dans l'ex-Union soviétique et dans les Balkans. Il a récemment exercé les fonctions de Secrétaire général adjoint des Nations Unies et de Coordinateur de crise des Nations Unies pour l'Ukraine. Nous lui sommes reconnaissants pour ses conseils éclairés et l'expertise stratégique qu'il apporte à notre Conseil.

Photo : A. Awad

DCAF - Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève
Chemin Eugène-Rigot 2E
1202 Genève, Suisse

+41 22 730 94 00
info@dcaf.ch

www.dcaf.ch

Rédactrice Quade Hermann
Éditrices Maritie Gaidon, Quade Hermann
Graphiste Nicola Dotti

Photo de couverture : Nicolas Réméné